



Nations Unies

# Assemblée générale

## CPSD/442

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

---

### Quatrième Commission

Soixante-quatrième session

22<sup>e</sup> séance – après-midi

### **QUATRIÈME COMMISSION: LE SUCCÈS DE L'UNRWA EST AUSSI SYNONYME D'ÉCHEC FACE À LA QUESTION DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS**

« Le succès de l'UNRWA en 60 ans de fonctionnement peut aussi être interprété comme la mesure de notre échec collectif » face à la question des réfugiés palestiniens, a déclaré cet après-midi le représentant de l'Indonésie devant la Commission des politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission). Le représentant de l'Australie est arrivé à la même conclusion.

Au cours du débat relatif à « l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) », toutes les délégations ont souligné le rôle joué par l'Office, y compris Israël. Le représentant de ce pays a estimé que le travail humanitaire de l'UNRWA contribuait « à l'amélioration de la vie de nombreuses personnes dans le besoin ». Il a également affirmé qu'Israël faisait le maximum pour faciliter les actions de l'Office et a souligné « l'excellent degré de coopération » entre celui-ci et son pays. Il a ajouté que cet état de fait avait été reconnu par la Commissaire générale de l'UNRWA elle-même, « contredisant ainsi certaines déclarations entendues dans cette enceinte ».

Ces propos ont suscité un droit de réponse de l'observatrice de la Palestine qui s'est inscrite en faux contre de tels propos. Elle a dit ne pas comprendre en quoi consiste l'appui qu'Israël dit apporter à l'UNRWA lorsque l'on considère le harcèlement de cet État envers l'Office ou les impôts qu'il prélève en violation des Accords qu'il a conclus avec l'Office. Quant à « l'excellente coordination » revendiquée par Israël avec l'UNRWA, elle s'est traduite par des tirs de l'armée israélienne contre un convoi de l'Office, alors même qu'elle était informée de son passage, provoquant la suspension des livraisons d'aide humanitaire, a ajouté l'observatrice.

Plusieurs délégations ont en outre accusé Israël d'entraver le travail humanitaire des agents de l'UNRWA et d'avoir détruit des écoles et les locaux de l'Office, en violation de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

La plupart des intervenants ont par ailleurs insisté pour que la communauté internationale soutienne davantage l'UNRWA, notamment financièrement. La représentante des États-Unis qui a présenté son pays comme le principal donateur de l'Office, a par ailleurs affirmé que le financement de celui-ci « n'est qu'une façon parmi d'autres de manifester notre engagement en faveur du peuple palestinien ».

Nous ne pouvons pas nous concentrer sur les seules questions budgétaires, a toutefois fait observer le représentant du Liban pour qui, la communauté internationale doit aussi défendre le droit des réfugiés de rentrer chez eux. Comme la question des réfugiés palestiniens est essentiellement politique et que la communauté internationale est politiquement responsable, elle est donc en mesure d'apporter une réponse aux réfugiés palestiniens, a-t-il ajouté.

Lors de cette séance, les délégations suivantes se sont exprimées: Koweït, Turquie, Saint-Siège, Égypte au nom du Mouvement des pays non alignés, Mexique au nom du Groupe de Rio, Israël, Sénégal, Indonésie, Liban, Japon, Soudan, Chine, Maroc, États-Unis, Malaisie, Inde et Australie. La Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZayd, s'est également exprimée. En fin de séance, l'observatrice permanente de la Palestine a exercé son droit de réponse.

La prochaine réunion de la Quatrième Commission sera annoncée dans le Journal.

***OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT*** ([A/64/13](#), [A/64/13/ADD.1](#), [A/64/115](#), [A/64/323](#), [A/64/324](#) ET [A/6/17](#))

### **Débat général**

M. NAYEF HABIS AL-OTAIBI (Koweït) a indiqué que la souffrance du peuple palestinien perdurera tant que la question de l'occupation israélienne ne sera pas réglée. Il a souhaité la création d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale et le retrait total des forces d'occupation israéliennes de tous les États arabes pour en revenir aux frontières de 1967. Il a déploré les difficultés financières qui entravent les travaux de l'UNRWA et a appelé la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour s'acquitter de ses cotisations. Car, a-t-il rappelé, l'UNRWA fournit des services d'éducation et d'appui social à près de 4,7 millions de réfugiés palestiniens.

Le représentant a indiqué que le Koweït fournissait une assistance aux réfugiés palestiniens et avait contribué à financer de nombreux projets d'infrastructure. Par ailleurs, mon pays a été le premier à répondre à l'appel à contribution lancé en décembre dernier par l'UNRWA, en offrant 34 millions de dollars pour couvrir les besoins humanitaires, a-t-il ajouté. Le Koweït a également soutenu à hauteur de 1,5 million de dollars la reconstruction du camp de Nahr el-Bared et a donné 300 millions de dollars lors de la Conférence des donateurs de Paris, a poursuivi M. Al-Otaibi.

L'oppression israélienne, notamment contre les civils palestiniens, se poursuit et viole les droits et principes élémentaires de la Convention de Genève de 1949, a souligné le représentant. Par ailleurs, en entravant le travail humanitaire et en détruisant les installations et les locaux de l'UNRWA, Israël ne respecte pas la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, a-t-il ajouté. Dans ce contexte, l'État du Koweït réitère son soutien et son engagement en faveur de l'UNRWA, de son personnel et de sa Commissaire générale, Karen Koning AbouZaid, a conclu le représentant.

M. ERTUĞRUL APAKAN (Turquie) a souligné que les développements de ces dernières semaines avaient montré qu'il était nécessaire de travailler plus fort à la relance du processus de paix au Moyen-Orient: « C'est la seule manière d'avancer ». Pour la Turquie, un engagement sérieux et actif entre les parties n'est pas seulement devenu une nécessité mais c'est aussi une urgence en l'absence de tout processus politique opérationnel dans la région depuis longtemps ». Abordant la question des réfugiés, et plus précisément la situation dans la bande de Gaza, le représentant a souligné que l'on ne pouvait envisager la reconstruction et le retour à la normale tant que le blocus ne serait pas levé et les postes frontière ouverts. Alors que l'hiver approche, l'accès sans restriction à Gaza devient une question de plus en plus importante, a-t-il ajouté.

S'agissant de l'UNRWA, l'orateur a rappelé que son pays avait présidé le Groupe de travail chargé de son financement: « Nous avons pu observer le fossé persistant dans le financement et ses effets sur les services de l'UNRWA. Il est inutile de dire que les hostilités à Gaza ont ajouté un fardeau supplémentaire sur les ressources et les infrastructures de l'Office ». Il a appelé la communauté internationale à accroître son effort et ses contributions: « Nous croyons que cela est très important pas seulement en termes d'humanité mais aussi eu égard à la sécurité et la stabilité régionales ».

Mgr CELESTINO MIGLIORE, Observateur permanent du Saint-Siège, a mis l'accent sur les travaux réalisés par l'UNRWA et sa Commissaire générale, Mme AbuZaid, ajoutant que l'Office fournit des services d'éducation et une assistance indispensable aux réfugiés palestiniens. L'UNRWA a été créé de manière temporaire, pour apporter des services au peuple palestinien jusqu'à ce qu'une situation juste soit trouvée, a rappelé le prélat, qui a déploré que six décennies plus tard, la question n'ait toujours pas été réglée. La Mission pontificale fournit des services aux réfugiés palestiniens dans le domaine de la santé, de l'aide, de l'éducation, aussi bien pour les réfugiés installés au Liban et en République arabe syrienne que pour les habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, a expliqué Mgr Migliore. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour faciliter les négociations entre les parties au conflit, a-t-il souhaité. L'archevêque a conclu en appelant à un règlement du conflit et à une solution durable, notamment concernant la question de la ville sainte de Jérusalem.

M. MOHAMED FATHI EDREES (Égypte) a souligné, au nom du Mouvement des pays non alignés, que le règlement pacifique de la question de Palestine et la recherche d'une paix durable au Moyen-Orient dépendaient de la solution du problème des réfugiés palestiniens, car il s'agit de l'une des questions centrales des négociations sur le statut final. Face à cet objectif, le Mouvement des pays non alignés est préoccupé par le rejet des droits des réfugiés palestiniens de la part d'Israël et par le fait que ce pays nie sa responsabilité dans les souffrances qu'ils endurent

depuis six décennies. Le Mouvement souligne l'urgente nécessité de lancer immédiatement la reconstruction dans la bande de Gaza, a ajouté le représentant.

Par ailleurs, le Mouvement des pays non alignés est alarmé par les conclusions de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations Unie sur le conflit de Gaza, a déclaré M. Abdelaziz. Ce dernier a appelé Israël à mettre un terme à ses mesures de punition collective, ce qui implique en particulier de rouvrir les frontières et ce, de manière permanente. Enfin, le Mouvement estime que la situation financière de l'UNRWA exige une attention plus importante de la part de la communauté internationale.

M. CLAUDE HELLER (Mexique) a, au nom du Groupe de Rio, rappelé l'engagement de l'UNRWA auprès des 4,7 millions de réfugiés palestiniens et a salué le « dévouement exemplaire » de sa Commissaire générale, Mme AbuZaid, ainsi que du personnel de l'Office depuis 60 ans. Alors que le nombre de Palestiniens ne cesse d'augmenter, l'UNRWA continue de satisfaire les besoins les plus fondamentaux du peuple palestinien, a ajouté le représentant.

La question des territoires palestiniens n'a toujours pas été résolue, a déploré M. Heller, qui a rappelé que le Groupe de Rio appuie la création d'un État indépendant pouvant vivre côte à côte avec l'État d'Israël dans des frontières reconnues et sécurisées.

Six décennies après sa création, l'Office poursuit son travail dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure des camps et de la protection des réfugiés, a indiqué le représentant. Le travail de l'Office est extrêmement important pour les enfants, a-t-il estimé, puisqu'il offre une éducation primaire et préparatoire gratuite. La fourniture des services de santé est également essentielle, a poursuivi M. Heller. Il a déploré les conditions terribles dans lesquelles vivent les réfugiés palestiniens. Il a indiqué que le Groupe de Rio appuyait la reconstruction de la bande de Gaza et du camp de Nahr el-Bared, au Liban. Toutefois, l'UNRWA ne pourra s'acquitter de sa mission sans l'appui de la communauté internationale, a-t-il expliqué. Les États Membres doivent continuer à s'acquitter de leur contribution pour permettre à l'Office de fournir une assistance aux réfugiés palestiniens, a-t-il conclu.

M. URI RESNICK (Israël) a dit le soutien d'Israël envers l'importante mission humanitaire de l'UNRWA. Son action en direction des réfugiés palestiniens « a beaucoup contribué à l'amélioration de la vie de nombreuses personnes dans le besoin, dont un grand nombre, de manière tragique, ont été maintenus dans une position de besoin par des forces politiques qui leur échappent en grande partie », a-t-il souligné.

Le représentant a souligné l'engagement continu de son pays en faveur de l'entente conclue sous le couvert de l'échange de lettres Comay-Michelmores en 1967 entre l'UNRWA et Israël. Israël continuera de faire le maximum pour faciliter les actions de l'Office, a-t-il affirmé. Il s'est dit particulièrement déterminé à maintenir la coordination étroite qui existe entre l'Office et des responsables israéliens sur le terrain. Mme Karen Koning AbuZayd a reconnu elle-même « l'excellent degré de coopération » dont profite l'UNRWA dans ses relations avec Israël, a-t-il observé, contredisant ainsi certaines déclarations entendues dans cette enceinte. « Nombre de ceux qui font ces déclarations politiques ne se sont pas engagés à soutenir l'Office de manière à

améliorer les conditions de vie des réfugiés palestiniens sur le terrain. Il est révélateur à cet égard qu'un seul donateur parmi les plus importants ait appartenu à la Ligue des États arabes en 2008 », a fait remarquer M. Resnick.

Le Représentant a noté qu'en dépit des bonnes relations entre l'Office et Israël, certains agents de l'UNRWA avaient pu parfois outrepasser l'action humanitaire de l'Office en étant impliqués dans des activités politiques qu'il a jugées discutables. Ce genre de choses porte atteinte à la neutralité de l'Office et à sa mission humanitaire, a-t-il ajouté. Il a regretté par ailleurs que son pays n'ait pu participer à la manifestation organisée pour le soixantième anniversaire de l'UNRWA, alors même qu'il y est intéressé de près.

Il a souligné qu'Israël reconnaissait l'importance de développer et de renforcer l'économie palestinienne. Il a affirmé que celui-ci agissait activement en faveur de l'économie cisjordanienne, citant en sens un certain nombre de chiffres.

M. Resnick a ensuite évoqué la situation dans la bande de Gaza, en indiquant que, depuis 2001, quelque 8 600 roquettes avaient été tirées sur Israël, la majorité depuis le retrait israélien de 2005. Par ailleurs, le Hamas menace le personnel de l'ONU et confisque des livraisons de vivres destinées à l'Office, a-t-il affirmé. Or, a-t-il poursuivi, ces simples faits n'apparaissent pas dans les projets de résolution à l'examen de la Quatrième Commission et ils sont absents des déclarations au vitriol que l'on a pu y entendre. Pas un mot n'a été entendu sur le Hamas, pas un mot non plus sur les tirs de roquettes contre les civils israéliens, sans parler du trafic d'armes à destination de la bande de Gaza, a-t-il ajouté. « En conséquence de quoi, alors que l'importance de l'action de l'UNRWA ne peut être contestée, les résolutions que nous avons devant nous sont clairement marquées par le parti pris et la politisation ».

Le représentant d'Israël a fait part enfin de la perplexité de sa délégation après la déclaration de celle de la Mission permanente d'observation de la Palestine appelant à redoubler d'efforts en faveur de la reprise du processus de paix: « Il s'agit en vérité d'un appel étrange, a-t-il affirmé, étant donné le refus catégorique de l'Autorité palestinienne de reprendre les pourparlers avec Israël malgré les appels répétés de celui-ci en ce sens », un appel que l'orateur a renouvelé.

M. PAUL BADJI (Sénégal) a rappelé l'importance pour les réfugiés palestiniens de revenir sur la terre de leurs ancêtres. Ce peuple, a-t-il déploré, continue de subir la souffrance, l'humiliation et la privation. Spolié, expulsé et oublié pendant plus de six décennies, aucun autre groupe de réfugiés n'a subi une épreuve aussi longue que le peuple palestinien, a poursuivi le représentant.

M. Badji a mis en avant les actions menées par l'UNRWA qui, a-t-il rappelé, apporte une assistance aux réfugiés palestiniens dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures dans les camps de réfugiés. Il a appuyé la poursuite des travaux de l'UNRWA jusqu'à ce qu'une solution juste et durable soit trouvée aux problèmes des réfugiés palestiniens. L'urgence est de taille, a-t-il insisté. Il a, par ailleurs, rappelé les difficultés financières rencontrées par l'Office et notamment le fait que, depuis 1974, le budget ordinaire de l'ONU ne

couvre qu'une infime partie des besoins financiers de l'UNRWA, le reste provenant des contributions volontaires. Il a lancé un appel à tous les donateurs pour qu'ils assurent un financement régulier et suffisant aux programmes de l'UNRWA.

M. HASAN KLEIB (Indonésie) a déclaré que, si le soixantième anniversaire d'une institution était généralement un motif de réjouissance, ce n'était pas le cas de l'UNRWA. Si l'action de celui-ci a eu des effets extrêmement positifs pour alléger les souffrances de ses bénéficiaires, nos sentiments sont néanmoins « mitigés » face à l'action de l'Office, a-t-il ajouté. Car « le succès de l'Office en 60 années de fonctionnement peut aussi être interprété comme la mesure de notre échec collectif à résoudre la question politique qui a mené à la crise des réfugiés au départ ». Le représentant de l'Indonésie a déploré les insuffisances de la communauté internationale dont le Conseil de sécurité est le bras. Celle-ci doit donc « élever la voix » pour faire en sorte qu'Israël mette un terme à ses politiques inhumaines, a-t-il dit.

M. MADJI RAMADAN (Liban) a remercié et appuyé « l'amie des réfugiés palestiniens », la Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZaid. Il a rappelé que la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés définit un réfugié comme « une personne qui est poursuivie pour des questions de race, de religion, de nationalité et qui n'est pas en mesure ou qui est incapable de bénéficier de la protection de son pays ». C'est une personne qui a été déracinée de sa patrie. C'est l'histoire des réfugiés palestiniens, a ajouté le représentant.

Nous ne pouvons pas nous concentrer sur les seules questions budgétaires, a poursuivi M. Ramadan; nous devons demander le droit pour les réfugiés de rentrer chez eux. Étant donné que la question des réfugiés palestiniens est essentiellement une question politique et que la communauté internationale est politiquement responsable, elle est donc en mesure d'apporter une réponse aux réfugiés palestiniens, a-t-il expliqué. Le représentant a par ailleurs salué le travail effectué par l'UNRWA pour atténuer les souffrances palestiniennes. À l'issue du conflit de Gaza, l'UNRWA a d'ailleurs fourni de nombreux services aux Palestiniens, a-t-il rappelé. L'UNRWA demeure un partenaire du peuple palestinien et le Liban salue le travail de l'Office pour reconstruire le camp de Nahr el-Bared, a-t-il conclu.

M. SHOJI RYUNO (Japon), qui s'est exprimé en arabe, a évoqué les contributions récentes de son pays dans l'assistance au peuple palestinien, en donnant un certain nombre d'exemples en ce sens. Il a souligné que son pays considérait la question des réfugiés comme le point central du processus de paix au Moyen-Orient. Il a expliqué que le Japon continuerait d'agir en faveur de ce processus, en développant une politique reposant sur trois piliers: développement des relations avec les deux parties, assistance au peuple palestinien et contribution à l'établissement de la confiance entre les deux parties. S'agissant de Gaza, M. Ryuno s'est dit convaincu que l'amélioration de la situation dans le territoire est la priorité la plus urgente à l'heure actuelle dans la perspective de l'édification d'un État palestinien et de l'avancement du processus de paix. En conclusion, la délégation japonaise a réaffirmé son soutien à l'action de l'UNRWA.

M. KHALID MOHAMMED OSMAN SIDAHMED MOHAMMED ALI (Soudan) a mis en avant le rôle exemplaire de l'UNRWA qu'il a qualifié de modèle pour les autres organes humanitaires, ainsi que le dévouement exemplaire de sa Commissaire générale, Mme Karen Koning AbuZaid. Il a, à cette occasion, salué le rapport qu'elle a présenté, le jugeant très complet. L'Office fournit aux réfugiés palestiniens une assistance dans les domaines de la santé, de l'éducation, des secours, de l'amélioration des infrastructures et du microcrédit, a-t-il rappelé, avant de demander la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale.

Par ailleurs, M. Ali a déploré le conflit dans la bande de Gaza à la fin de l'année 2008. Le siège de Gaza et la destruction des infrastructures ont aggravé les conditions de vie du peuple palestinien, a-t-il relevé. Il a regretté les attaques contre les institutions de l'ONU et les écoles de l'UNRWA.

Le représentant a salué les efforts et les services fournis par les pays qui accueillent les réfugiés palestiniens. Il a conclu en appelant la communauté internationale et les États Membres à honorer leurs engagements et à s'acquitter de leurs contributions financières à l'égard de l'UNRWA.

M. HONGJIANG HUANG (Chine) a évoqué le soixantième anniversaire de l'Office, soulignant le « courage et le dévouement » de son personnel. La Chine est préoccupée par la détérioration de la situation humanitaire et appelle Israël à ouvrir les points de passage vers Gaza, a-t-il déclaré. Elle l'appelle aussi à cesser d'étendre ses implantations, a-t-il ajouté. S'agissant des difficultés rencontrées par l'UNRWA, la Chine estime que celui-ci devrait bénéficier d'une plus grande assistance internationale. La Chine apporte sa part à la hauteur de ses moyens, a-t-il ajouté, ajoutant que son pays montre ainsi l'attention qu'il porte au sort des réfugiés palestiniens, tout en appuyant la solution de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

M. OUSSAMA EL MOUJAHID (Maroc) a salué le travail réalisé par la Commissaire générale de l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZaid, et le rapport qu'elle a présenté. Les discussions actuelles, a-t-il estimé, permettront d'enrichir le travail de l'Office et de renforcer sa noble mission. Il a constaté que, six décennies après sa création, l'UNRWA joue toujours un rôle important et vital pour les 4,7 millions de réfugiés palestiniens. Il a appelé les États Membres à poursuivre leurs efforts pour permettre à l'Office de s'acquitter de son travail.

L'Office doit continuer d'assurer son mandat pour fournir les services nécessaires et cela sera possible si des conditions favorables sont présentes sur le terrain, a estimé M. El Moujahid. Il a souligné la contribution de son pays aux efforts de reconstruction dans la bande de Gaza et a offert, en janvier 2009, 67 millions d'euros en ce sens. Le représentant a conclu en demandant la création d'un État palestinien indépendant, souverain et viable ayant pour capitale Jérusalem.

Mme LAURA ROSS (États-Unis) a souligné que son pays restait préoccupé par la situation des réfugiés palestiniens. Elle a souligné le « rôle essentiel » joué par l'UNRWA qui a permis d'améliorer la vie de plusieurs générations. Les États-Unis constituent le principal donateur en faveur de l'UNRWA, a-t-elle précisé, en énumérant les diverses enveloppes versées par son pays cette année. « L'appui financier des États-Unis n'est qu'une façon de manifester

notre engagement en faveur du peuple palestinien », a-t-elle indiqué. Les États-Unis fournissent aussi une assistance directe en dehors du cadre du soutien apporté à l'UNRWA, a-t-elle ajouté, en citant plusieurs programmes.

Les États-Unis restent attachés à la solution de deux États pour résoudre le conflit au Moyen-Orient, a rappelé Mme Ross, qui a souligné par ailleurs le grand rôle joué par l'Office en faveur de la « stabilité et de la modération » dans la région. « Neutralité et impartialité » sont des principes essentiels pour que l'agence puisse s'acquitter de son mandat, a-t-elle ajouté. Par ailleurs, les États-Unis demeurent préoccupés par la situation précaire de l'Office, a affirmé la représentante, qui a évoqué les conditions d'enseignement ou de délivrance des soins de santé. Le niveau d'assistance doit demeurer suffisamment élevé, a-t-elle conclu, en appelant les donateurs à redoubler d'efforts.

M. DZULAZHAR MUSA (Malaisie) a souligné que l'origine des souffrances des réfugiés palestiniens était l'occupation illégale du Territoire palestinien par Israël. Il a noté que la Mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza apportait une nouvelle preuve de la brutalité des pratiques israéliennes, parmi lesquelles la violation du caractère inviolable des installations de l'ONU et de son personnel. « Le Gouvernement israélien doit rendre des comptes » en s'engageant en particulier à réparer les dommages causés, a-t-il souligné. S'agissant de la situation financière difficile de l'UNRWA, il a rappelé que son pays effectuait des contributions régulières en faveur de l'Office.

M. KHAGEN DAS (Inde) a estimé que la solution au conflit israélo-palestinien passait par une solution juste et durable. Il a rappelé la nécessité d'un État palestinien, souverain, viable et uni, vivant côte à côte avec Israël dans le respect mutuel des frontières. La question palestinienne doit se fonder sur les résolutions adoptées par les Nations Unies et le respect de la Feuille de route, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, l'Inde appuie les efforts de l'UNRWA pour répondre à une demande de plus en plus grande face à un nombre de réfugiés croissant, a indiqué le représentant. Il faut augmenter la capacité de l'UNRWA, a-t-il souhaité, avant de conclure en affirmant que son pays continuerait de faire tout ce qui est en son possible pour aider la Palestine.

M. DAVID WINDSOR (Australie) a donné des indications sur les contributions apportées par son pays ces dernières années en faveur de l'UNRWA. Il a rappelé que son pays avait régulièrement appelé Israël à faire le maximum pour contribuer à accroître le flot de l'aide humanitaire et la fourniture de biens de première nécessité à Gaza. Lors des « événements tragiques du début de l'année, nous avons appelé Israël à assurer la sécurité des personnels humanitaires et onusiens. Et nous avons condamné, bien entendu, toutes les actions du Hamas mettant délibérément en danger la vie des civils », a-t-il déclaré. Pour l'Australie, l'amélioration de la vie quotidienne et des perspectives pour les réfugiés palestiniens sera grandement renforcée par une paix juste et durable reposant sur la solution de deux États. « Le soixantième anniversaire de l'UNRWA constitue un rappel que le travail de cette institution est inachevé depuis 60 ans », a-t-il conclu.

Reprenant la parole à la fin de la séance sur l'UNRWA, Mme Karen Koning AbuZaid, Commissaire générale de l'UNRWA, a salué la participation des États Membres au débat général en cours, jugeant « évident qu'il y a un large consensus sur les questions que nous traitons ».

Elle a rappelé les questions essentielles auxquelles l'UNRWA doit répondre telles que le conflit à Gaza en décembre 2008, la poursuite du blocus sur la bande de Gaza, l'incapacité de l'UNRWA à reconstruire et à apporter une aide satisfaisante aux réfugiés. La question des réfugiés ne doit pas être la dernière des questions, a-t-elle insisté. Par ailleurs, elle a noté que la situation financière de l'Office avait été reconnue et mise en avant par tous les intervenants. À cet égard, elle a appelé la Cinquième Commission à prendre en considération l'importance de la question du budget de l'UNRWA pour la poursuite des travaux de l'Office. Mme Karen Koning AbuZaid a également mentionné le rapport Goldstone qui découle de la Mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza.

### **Droit de réponse**

Utilisant son droit de réponse en fin de séance, l'observatrice de la Palestine a dit ne pas comprendre en quoi consiste l'appui qu'Israël dit apporter à l'UNRWA lorsque l'on considère le harcèlement ou les impôts prélevés par cet État sur l'Office et qui violent les Accords Comay-Michelmores. En ce qui concerne l'excellente coordination revendiquée par Israël avec l'UNRWA, celle-ci a conduit à la suspension de livraisons d'aide humanitaire à la suite de tirs de l'armée israélienne contre un convoi alors même qu'elle était informée de son passage, a ajouté l'observatrice de la Palestine.

Par ailleurs, il n'y a rien de « troublant » dans l'appel lancé par la partie palestinienne en faveur de la reprise du processus de paix, a déclaré l'observatrice. Nous avons affirmé notre volonté de paix, a-t-elle expliqué, une paix qui réglerait toutes les questions en suspens dont celle des réfugiés. Quant au fait qu'Israël se serait vu interdire de participer au soixantième anniversaire de l'UNRWA, cela est faux, a-t-elle affirmé. L'oratrice a qualifié de « sournoise et illicite » la campagne de colonisation israélienne et a appelé à « la reprise d'un processus de paix réel » qui permettrait de régler le problème des réfugiés sur la base de la Résolution 194 de l'Assemblée générale.

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel